PROMOUVOIR LA CROISSANCE VERTE EN AFRIQUE

APERÇU DES ACTIVITÉS DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

Au cours de la dernière décennie, l'Afrique s'est transformée sur le plan économique. Avec des taux de croissance annuels de l'ordre de cinq pour cent, le continent est de plus en plus considéré comme un important moteur de l'économie mondiale. Les perspectives se confirment en termes d'innovation technologique et industrielle, d'augmentation de la production et de la consommation, et d'amélioration du niveau de vie des populations.

Plusieurs défis freinent cependant les progrès. L'Afrique reste le continent le plus pauvre au monde, avec une grande partie de sa population confrontée à un accès insuffisant aux biens et services permettant de répondre aux besoins humains fondamentaux tels que l'énergie moderne, l'eau potable et l'assainissement. Malgré une forte croissance économique, l'écart entre les riches et les pauvres se creuse dans de nombreux pays africains. Alors que six des dix économies présentant la croissance la plus rapide dans le monde sont africaines, de nombreux pays du continent continuent de figurer parmi les derniers rangs de l'indice de développement humain. Par conséquent, la promotion d'une croissance inclusive qui profite à tous les segments de la société, demeure une priorité urgente.

Le développement en Afrique doit être adapté à l'évolution du contexte international. L'environnement dans lequel nous évoluons et les réalités auxquelles nous sommes confrontées sont très différents au 21ème siècle de ceux du 20ème siècle. Les économies de plus en plus interconnectées et fondées sur la connaissance offrent de nouvelles opportunités en matière de développement. La pollution, les déchets, la dégradation environnementale et le changement climatique constituent des défis croissants. Par ailleurs, la croissance démographique, l'urbanisation, les modes de consommation changeants et les économies politiques en transition constituent des tendances qui doivent également être prises en compte lorsque l'on cherche à améliorer la sécurité alimentaire, les moyens d'existence et la prospérité économique. Bon nombre de décisions prises aujourd'hui en termes d'infrastructure, de systèmes énergétiques, de systèmes de production alimentaire et d'éducation auront des conséquences à long terme. En outre, la prise en compte de ces facteurs permettra de mieux préparer les ménages et les économies africaines à relever les défis d'un monde de plus en plus complexe et interdépendant.

POURQUOI LA CROISSANCE VERTE ?

La promotion d'une croissance verte et la construction d'une économie verte visent à assurer le bien-être humain dans un monde en pleine mutation. Une gamme de définitions et de concepts a émergé, conséquence des modèles économiques actuels qui sont trop limités, compte tenu de la persistance de la pauvreté, des inégalités sociales, de la pollution, de la dégradation de l'environnement et du changement climatique. S'appuyant sur le concept élargi de développement durable, le modèle de croissance verte offre une voie permettant d'optimiser les synergies entre les objectifs économiques, sociaux et environnementaux. Il s'agit de promouvoir une utilisation plus efficace des ressources, avec une pollution et des compromis minimisés.

Pour l'Afrique, la priorité consiste à renforcer la sécurité des moyens de subsistance et d'accroître la prospérité économique. La promotion de la croissance verte sur le continent implique de s'attaquer aux défis existants et émergents en matière de développement, sans s'enfermer dans des voies archaïques qui appauvrissent le capital naturel de l'Afrique et aboutissent à des économies plus vulnérables au changement climatique et à d'autres risques environnementaux, sociaux et économiques.

1 Promotion des infrastructures durables

- Accès amélioré à l'énergie renouvelable et à faible émission de carbone / efficacité énergétique
- Transport durable
- Villes durables

2 Gestion efficace et durable des ressources naturelles

- Les sols (agriculture, forêts et autres utilisations des terres)
- Eau (eau douce et marine)
- Minéraux

3 Renforcer la résilience des ménages

- Physique/climatique
- Economique
- Social

UN AXE STRATÉGIQUE DE LONG TERME POUR LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

La promotion d'une croissance inclusive et verte sur le continent africain est l'objectif stratégique à long terme de la BAD. Pour mener le travail programmatique et opérationnel sur la croissance verte, la BAD a mis en place un groupe de travail intersectoriel, co-présidé par les directeurs du Comité de Coordination sur le Changement Climatique (CCCC) et du Département de l'Energie, Environnement et Changement Climatique (ONEC). Les activités sont structurées autour de trois axes de travail : (i) l'élaboration d'orientations conceptuelles et programmatiques, (ii) le développement des capacités sur la croissance verte, et (iii) l'assistance technique aux pays membres régionaux dans leur transition vers une économie verte.

En résumé, la croissance verte consiste à réaliser les objectifs de croissance et de développement de manière plus efficace, durable et résiliente. Cela implique de mener une réflexion approfondie sur les options qu'un pays doit prendre en considération pour atteindre ses objectifs de développement. Lors de la programmation des activités de développement, les questions d'orientation suivantes doivent être posées :

- Promouvoir une utilisation efficace des ressources: de quelle manière les objectifs de croissance et de développement peuvent-ils être atteints en utilisant de manière plus efficace les ressources naturelles ?
- Réduire les déchets et la pollution : quelles sont les options pour réduire les déchets et la pollution résiduelle des activités économiques ?
- Renforcement de la résilience : quels changements constituent un risque pour l'atteinte d'une croissance robuste et durable? Comment les processus de développement peuvent-ils s'adapter aux changements climatiques et environnementaux ?

Le document de discussion Rio+20 de la BAD, intitulé « Faciliter la croissance verte en Afrique » (juin 2012) a identifié trois domaines d'intervention interconnectés autour desquels des politiques publiques et des mesures pour la croissance verte peuvent être structurées (tableau). La BAD reconnaît qu'il n'y a pas une approche unique à la croissance verte qui soit applicable à tous les pays d'Afrique.

OUTILS ET MÉTHODOLOGIES POUR LA CROISSANCE VERTE

La Banque africaine de développement (BAD), en partenariat avec la Banque mondiale, les Nations Unies et l'OCDE, a préparé une boite à outils sur la croissance verte inclusive pour le Sommet des dirigeants du G20 à Los Cabos au Mexique les 18 et 19 juin 2012. La croissance verte est l'un des trois piliers prioritaires choisis par la présidence mexicaine.

Cette boite à outils est le fruit d'une collaboration étroite entre les quatre organisations internationales, dans laquelle la BAD, à travers la Département de l'Energie, de l'Environnement et du Changement Climatique (ONEC) avec la contribution de l'équipe en charge de la croissance verte à la BAD, a joué un rôle actif dans l'élaboration du document et s'est assurée que les points de vue des pays à faible revenu, en particulier ceux qui sont situés en Afrique, soient suffisamment pris en compte. La boite à outils sera un document vivant qui devra être périodiquement mis à jour à mesure que de nouveaux outils et instruments se développent. En outre, la consultation permanente sur ces outils entre les différentes institutions (organisations internationales, groupes de réflexion, donateurs bilatéraux) qui soutiennent la croissance verte inclusive pourra conduire à des approches et des pratiques communes et promouvoir une meilleure compréhension de la façon dont les différents outils se complètent mutuellement.

Transport Durable

Alors que la BAD s'est principalement engagée et continue à s'engager dans le développement des infrastructures routières de l'Afrique, elle réalise les vastes possibilités du continent en matière de développement des transports durables. La BAD cherche non seulement à assurer une plus grande croissance économique inclusive et l'intégration sociale, mais aussi la durabilité environnementale. Les opérations en cours, par exemple sur les voies navigables, les chemins de fer et les transports urbains collectifs ne sont que quelques exemples de cette transition vers des modes de transport moins polluants.

- Le projet d'augmentation de la capacité de la voie ferrée Tanger-Marrakech a pour but d'améliorer la compétitivité du transport ferroviaire au Maroc.

Energie Durable

Le Département Energie, Environnement et Changement Climatique de la BAD encourage les pays à intégrer les options d'énergie propre dans les plans nationaux de développement, et à promouvoir les investissements dans les énergies renouvelables telles que l'énergie éolienne, hydroélectrique, géothermique et solaire. La BAD est un partenaire stratégique pour la mise en œuvre en Afrique de l'initiative « Energie durable pour tous » (SE4All) menée par l'ONU ; elle est par ailleurs en train transformer le « Fonds pour l'énergie durable en Afrique » (SEFA) en une plateforme multi-donneur pour soutenir ces efforts.

- Le projet d'énergie géothermique Menengai va augmenter d'ici 2018 la capacité de production d'électricité du Kenya de 26%. Cette électricité supplémentaire propre, fiable et relativement bon marché répondra aux besoins de 500.000 nouveaux ménages et 300.000 petites entreprises et fournira 1.000 GWh aux industries.
- Eskom, le projet d'énergie renouvelable d'une valeur de 1,3 milliard de dollars en Afrique du Sud, a introduit l'énergie solaire concentrée en Afrique subsaharienne et constitue la première centrale éolienne à échelle industrielle en Afrique du Sud.

Le projet de géothermie Menengai au Kenya

Gestion durable de l'eau et de l'assainissement

La BAD continuera à s'appuyer sur son expérience en matière de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) à partir de programmes tels que le Fonds africain de l'eau (FAE) et l'Initiative pour l'alimentation en eau et l'assainissement en milieu rural (IAEAR). La BAD abrite la Facilité africaine de l'eau (FAE) qui soutient les pays africains dans la mise en œuvre de la Vision africaine de l'eau pour 2025. La FAE est un instrument déterminant dans la transition vers la croissance verte. Divers projets GIRE sont en cours ou achevés, et contribueront à une meilleure compréhension des impacts de la variabilité et des changements climatiques, ainsi qu'au développement des actions d'atténuation et d'adaptation. Un financement est également en cours de déploiement pour le développement de systèmes de gestion de l'information et le financement d'approches novatrices, y compris les énergies renouvelables pour le pompage, la récupération et la réutilisation des émissions de méthane provenant de stations d'épuration. La Facilité a également soutenu des projets visant à améliorer l'adaptation aux changements climatiques. Des exemples sont disponibles sur le site internet de la BAD.

Gestion durable des terres, de l'agriculture et des forêts

Afin de rendre l'agriculture plus résiliente aux effets des changements climatiques et de la croissance démographique, la BAD vise l'amélioration de la productivité agricole avec un accent particulier sur des solutions structurelles, telles que le financement des installations de stockage et de transformation, le soutien à l'irrigation, l'information climatique, les systèmes d'alerte précoce et les pratiques de gestion durable des terres. Dans tous ces domaines, la BAD a renforcé son engagement avec les partenaires par le biais de plateformes telles que TerrAfrica (plateforme pour la gestion durable des terres en Afrique subsaharienne), le programme Clim-Dev Afrique, et le partenariat pour l'initiative de politique foncière (LPI) qui comprend la Commission de l'Union Africaine et la CENUA. La BAD abrite et gère également le Fonds pour les Forêts du Bassin du Congo (FFBC).

PROMOUVOIR LA CROISSANCE VERTE AU NIVEAU DES PAYS

La BAD est déjà en train d'aider certains de ses pays membres régionaux dans la transition vers une économie verte.

SIERRA LEONE – L'INTÉGRATION DE LA CROISSANCE VERTE DANS LE DOCUMENT DE STRATÉGIE SUR LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

En juillet 2012, le ministre des Finances et du Développement économique a sollicité l'appui de la Banque pour assurer l'intégration de la croissance verte dans le document de stratégie sur la réduction de la pauvreté (DSRP) pour la période 2013-2017, connu sous le nom de « Agenda pour la prospérité ». Une équipe de la BAD a préparé un état des lieux mettant en exergue les défis et opportunités du pays en matière de croissance verte. Le travail a également consisté en un examen approfondi des progrès réalisés dans le cadre du DSRP 2007-2012, connu sous le nom de « Agenda pour le changement » ; sur cette base, l'identification des domaines possibles d'intervention en termes de croissance verte a été effectuée.

Depuis, le gouvernement a fait part de son engagement à intégrer les priorités spécifiques de la croissance verte dans le cadre du DSRP (2013-2017). Les éléments clés devraient inclure le développement durable des infrastructures, de l'énergie et des villes, la gestion efficace des ressources naturelles renouvelables et non renouvelables, ainsi que le renforcement de la résilience face aux chocs exogènes. L'objectif est de se concentrer sur les actions à mettre en œuvre au cours des cinq prochaines années, en profitant des opportunités existantes pour améliorer l'efficacité des interventions, innover, se concentrer sur la qualité de la croissance, et renforcer le capital naturel, social, physique et humain.

La Sierra Leone est le premier état fragile à s'engager sur la voie de la croissance verte ; la résilience y est une priorité. Il y a beaucoup à faire pour développer les ressources énergétiques renouvelables et gérer les ressources terrestres, aquatiques et forestières de façon durable, visant un triple bénéfice : (i) productivité accrue/sécurité alimentaire, (ii) résilience climatique accrue, (iii) séquestration du carbone plus importante et diminution des émissions de gaz à effet de serre. Une stratégie de développement résiliente au climat et une stratégie de croissance verte pour la Sierra Leone vont de pair.

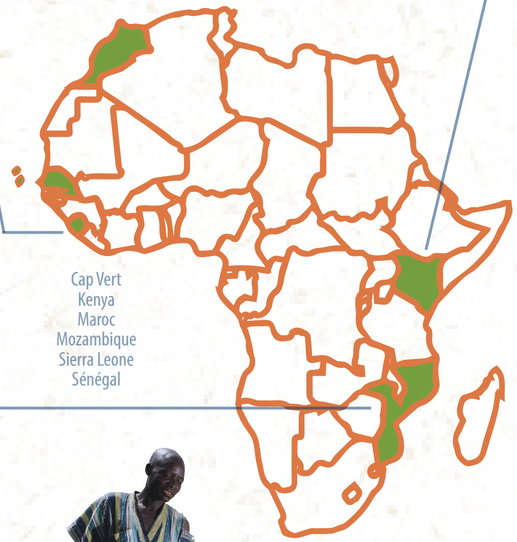
MOZAMBIQUE – UNE FEUILLE DE ROUTE POUR UNE ÉCONOMIE VERTE

Compte tenu de la nature naissante du concept d'économie verte et de la nécessité de renforcer progressivement les capacités nationales, le gouvernement du Mozambique a lancé en avril 2012 un processus pour la préparation d'une feuille de route pour l'économie verte, visant une transition efficace vers un modèle de croissance économique verte. La feuille de route détermine les étapes clés nécessaires à la réalisation de la vision du Mozambique à devenir « un pays à revenu intermédiaire d'ici 2030, fondé sur la protection, la restauration et l'utilisation rationnelle du capital naturel et de ses services éco-systémiques pour garantir un développement qui soit durable, inclusif et efficace, prenant en compte les limites de la planète ». La BAD a été étroitement impliquée dans la rédaction de la première version de la feuille de route pour l'économie verte, avec le Fonds mondial pour la nature (WWF), l'Organisation des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Organisation des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Le 21 Juin 2012, le Président de la République du Mozambique a lancé officiellement la feuille de route à Rio +20.

Les piliers identifiés pour une croissance verte au Mozambique sont alignés sur ceux que la BAD propose pour l'Afrique: une infrastructure durable, une utilisation efficace et durable du capital naturel, et le renforcement de la résilience et de la capacité d'adaptation. La deuxième phase de la feuille de route prévoit l'élaboration d'un plan d'action opérationnel pour la croissance verte (GGAP) et un cadre de mise en œuvre associé. Ces documents seront préparés sur la base de consultations avec le secteur privé, la société civile et les acteurs politiques, et devraient être opérationnels début 2013. Cela va placer le Mozambique sur la voie d'un modèle de développement économique durable et prospère.

La BAD apporte son soutien au gouvernement pour développer son plan d'action pour la croissance verte ainsi que le cadre de mise en œuvre intégré, qui sont les principaux éléments constitutifs assurant une mise en œuvre effective de la feuille de route. Le PNUE et le PNUD apportent leur soutien à un processus décisionnel inclusif et à l'élaboration d'un cadre de suivi des progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'économie verte. Le WWF apporte son aide sur les questions liées à la connaissance du capital naturel et son intégration dans les systèmes du gouvernement en matière de planification nationale.

PROMOUVOIR LA CROISSANCE VERTE AU NIVEAU DES PAYS



KENYA – COLLABORER AVEC LES PARTENAIRES

La « Vision 2030 » du Kenya ambitionne de transformer le pays en une nation industrialisée à revenu intermédiaire avec une bonne qualité de vie pour tous ses citoyens dans un environnement préservé et sain d'ici 2030. Pour réaliser cette vision, le gouvernement à pour objectif d'atteindre un taux annuel de croissance économique de 10 pour cent, ce qui multiplierait par neuf le produit intérieur brut du Kenya d'ici 2030. La mise en œuvre de la Vision 2030 se fait par le biais de plans séquentiels à moyen terme sur cinq ans (PMT). Les préparatifs du deuxième plan à moyen terme (2013 - 2017) ont déjà commencé.

Dans le cadre du premier PMT, le gouvernement a identifié quatre secteurs favorables à la croissance verte, à savoir l'agriculture, l'énergie, les transports et l'industrie. Ces secteurs resteront probablement prioritaires dans le programme de la croissance verte, avec d'autres enjeux transversaux tels que l'eau, la gestion des ressources naturelles, le bâtiment et la construction. Le gouvernement a déjà pris des mesures afin que l'initiative de croissance verte soit une opportunité pour stimuler l'innovation, la création d'emplois et le développement économique.

Le ministère de l'Environnement, avec l'appui du PNUE et du WWF, vient d'effectuer un projet d'étude de cadrage pour identifier les opportunités et les défis de la transition vers une économie verte. L'étude sera complétée par une analyse financée par l'OIT sur les emplois écologiques avec un accent particulier sur l'emploi des jeunes. La BAD a été invitée à diriger l'organisation d'un atelier consultatif pour démarrer le processus d'élaboration de la feuille de route de l'économie verte. La BAD, le PNUE, l'OIT et le WWF fournissent conjointement un soutien pour un large partenariat institutionnel pour aider le Kenya à développer sa feuille de route en matière d'économie verte. Cette feuille de route devrait fournir des éléments de stratégie, de politiques, de programmes d'investissement ainsi que des modalités de financement visant à accélérer les progrès du pays vers le développement durable.

RÉFLEXIONS ET PREMIERS ENSEIGNEMENTS TIRÉS

La croissance verte représente à la fois une nécessité et une opportunité pour le continent africain. Il est nécessaire que les pays africains s'adaptent aux changements inévitables et contribuent à l'atténuation des risques émergents. Cela implique le renforcement des capacités d'adaptation au changement climatique et la recherche de solutions durables pour satisfaire les exigences en matière de sécurité alimentaire, d'emploi, d'eau, d'assainissement et d' énergie. C'est aussi l'occasion de faire des choix judicieux dans le processus de développement qui permettra aux pays africains de passer à des technologies plus efficaces. C'est également l'opportunité, pour les pays africains, de bénéficier d'une gestion efficace des biens et des services fournis par les écosystèmes qui sont d'une importance de plus en plus grande à l'échelle mondiale, comme par exemple la protection des stocks de carbone et de la biodiversité.

Les premières expériences provenant des activités pilotes par pays montrent que la transition vers une croissance verte nécessite un haut niveau d'engagement et d'adhésion politique, mettant l'accent sur les activités intersectorielles de façon intégrée et sur une approche programmatique plutôt que sur des solutions basées sur des projets isolés. La croissance verte est un processus itératif. La prise en compte de l'utilisation durable et efficace des ressources, de la réduction des déchets et de la pollution et la promotion de la résilience aideront à maximiser la qualité de la croissance. En plus des pays comme l'Ethiopie, le Rwanda et l'Afrique du Sud qui ont lancé la croissance verte sur le continent africain, la Sierra Leone, le Mozambique, le Kenya, et de plus en plus de pays africains montrent que le changement de paradigme est dans leur propre intérêt. Ils démontrent également que des solutions vertes peuvent être adaptées à différents contextes de développement.

À l'avenir, les principaux efforts devront porter en particulier sur l'amélioration des diagnostics et des capacités techniques et institutionnelles qui aident les pays à identifier les voies de développement favorables à la croissance verte. Dans ce contexte, il existe des opportunités de renforcer l'échange de connaissances entre les pays sur les premiers enseignements tirés et de développer des partenariats qui permettent et favorisent une action coordonnée sur le terrain.

RÉFÉRENCES DE LA BAD POUR D'AUTRES LECTURES SUR LA CROISSANCE VERTE :

BAD, 2012. Faciliter la croissance verte en Afrique : Perspectives de la Banque africaine de développement.

WWF et BAD, 2012. Rapport sur l'empreinte écologique de l'Afrique.

BAD, 2012. Plan d'action sur le changement climatique.
BAD, BM, OCDE, ONU, 2012. Boîte à outils pour la croissance verte et inclusive.

Remerciements : Cette brochure a été produite par l'équipe de la Banque africaine de développement qui travaille sur la croissance verte, équipe co-présidée par le Vice-Président de OSVP Mr. Aly Abou-Sabaa en tant qu'il préside le Comité de Coordination pour le Changement Climatique, et par la Directrice du Département Energie, Environnement et Changement Climatique, Mrs. Hela Cheikhrouhou.
Les auteurs collaborateurs: Joao Cunha, James Opio-Omoding, Florence Richard, Yogesh Vyas et Frank Sperling.
Examinateurs: Caroline Jehu-Appiah, Uzoamaka Nawamarah, Hikaru Shoji, Richard Walker, Daniel Verdeil et Albert Mwangi.
Avertissement: Ceci est un document informel pour faciliter l'échange de points de vue et la sensibilisation. Les opinions et les déclarations qui y sont présentées ne représentent pas nécessairement les points de vue et les politiques officiels de la BAD ou des intervenants affiliés.